



Assemblée générale

Distr. générale
4 juillet 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-septième session

9 septembre-9 octobre 2024

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Champ d'action de la société civile

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Résumé

Dans sa résolution 53/13, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport thématique dans lequel il recenserait les problèmes rencontrés et les meilleures pratiques adoptées dans le cadre de l'évaluation régulière des tendances concernant l'espace civique et formulerait des recommandations visant à améliorer la collecte d'informations sur l'espace civique.

Se fondant sur les contributions des États et de la société civile, auxquelles s'ajoutent des études documentaires, le Haut-Commissaire analyse dans son rapport le rôle joué par différents acteurs et recense des éléments clés de l'espace civique communs à différents cadres d'évaluation, ainsi que les lacunes constatées et les problèmes rencontrés. En conclusion, il engage les États à élargir l'accès aux données pertinentes, appelle l'attention sur le fait qu'il faut veiller à ce que les personnes qui contribuent à évaluer l'espace civique sur le terrain puissent mener leurs activités en toute sécurité et recommande de redoubler d'efforts pour déterminer les tendances concernant l'espace civique en ligne.



I. Introduction

1. Quel que soit le milieu dont ils sont issus, les citoyens ont le droit d'exprimer leur opinion sur tous les sujets, lorsqu'il est question de leur vie quotidienne et de leur avenir, qu'il s'agisse de l'accès à la santé et à la justice, de la sécurité publique ou de l'éducation. Ils s'emploient à le faire en exerçant leurs droits et libertés fondamentaux et en participant aux débats et à la prise de décisions par des voies officielles ou non qui peuvent prendre la forme d'élections, d'un engagement bénévole ou d'une participation à des conseils locaux et informels des anciens ou à des mouvements sociaux. Les acteurs de la société civile, notamment les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les responsables locaux, les scientifiques, les artistes, les syndicalistes et les personnalités politiques, portent la voix de ces personnes dans leur action et dans des initiatives comparables visant à apporter des changements concrets dans la vie des citoyens.

2. Les États ont, pour leur part, la responsabilité importante d'établir les voies par lesquelles les citoyens peuvent participer aux décisions qui ont une incidence sur leur vie et peser sur ces décisions. Lorsque ces mécanismes permettent un véritable dialogue, il y a de meilleures chances que les citoyens adhèrent aux décisions prises et fassent confiance aux pouvoirs publics, ce qui rend la société plus résiliente. Lorsque les voies de participation sont bloquées, très limitées ou peu sûres, c'est le contraire qui se produit. La compréhension des tendances concernant l'espace civique permet d'analyser les changements dans un contexte donné, ainsi que les risques ou les perspectives éventuels, et revêt donc une importance cruciale en ce qu'elle permet non seulement de faire face rapidement aux problèmes en matière de droits de l'homme ou aux violations de ces droits, mais aussi de prévenir les crises et de promouvoir le développement durable.

3. Dans sa résolution 53/13, le Conseil des droits de l'homme a souligné le rôle important de la société civile dans la promotion des droits de l'homme pour ce qui est de surveiller les problèmes qui se posent dans le domaine des droits de l'homme, les violations de ces droits et les atteintes à ces droits, de recueillir des informations et de mener des activités de sensibilisation à ce sujet, et de promouvoir l'établissement des responsabilités et l'état de droit. Il a en outre demandé aux États de mettre en place des mécanismes de collecte d'informations et de surveillance, tels que des bases de données, ou de renforcer les mécanismes existants, notamment en tirant parti des données recueillies par la société civile et les médias, afin de permettre la collecte, l'analyse et la communication de données quantitatives et qualitatives concrètes et ventilées sur les menaces, les attaques ou les violences visant la société civile, y compris les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les professionnels des médias, et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre les données à la disposition du public.

4. De même, dans ses résolutions 76/174 et 78/216, l'Assemblée générale s'est dit consciente du rôle essentiel joué par les défenseurs des droits de l'homme, qui consolident la prévention des conflits, la paix et le développement durable, y compris la protection de l'environnement, en surveillant la situation de tous les droits de l'homme, en faisant rapport à leur sujet et en contribuant à leur promotion et à leur protection. Elle a en outre engagé les États à renforcer, à l'échelle nationale, la collecte, l'analyse et la communication de données ventilées relatives aux nombres de cas avérés de meurtre, d'enlèvement, de disparition forcée, de détention arbitraire, de torture et d'autres actes préjudiciables dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme, conformément à l'indicateur 16.10.1 des objectifs de développement durable.

5. Dans ce contexte, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Haut-Commissaire d'établir un rapport thématique sur les problèmes rencontrés et les meilleures pratiques adoptées dans le cadre de l'évaluation régulière des tendances concernant l'espace civique et de formuler des recommandations visant à améliorer la collecte d'informations sur l'espace civique. Le présent rapport se fonde sur les contributions soumises par des États membres, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile¹,

¹ Des contributions écrites ont été reçues de cinq États membres, de six institutions nationales des droits de l'homme et de 22 organisations de la société civile. Les contributions pourront être consultées à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc5731>

sur des consultations menées avec 25 experts de la société civile et d'organisations internationales, ainsi que sur l'expérience du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en ce qui concerne la surveillance de l'espace civique sous l'angle des droits de l'homme et les indicateurs relatifs aux droits de l'homme. Le Haut-Commissaire remercie les auteurs de leurs contributions.

II. Qu'est-ce que l'espace civique et pourquoi évaluer les tendances en la matière ?

6. L'espace civique est un environnement qui permet aux individus et aux groupes de participer de manière constructive à tous les aspects de la vie en société. Il s'appuie sur des voies officielles ou non par lesquelles sont engagés le dialogue et le débat qui viennent éclairer les processus décisionnels et l'élaboration des politiques, ainsi que sur des pratiques, des comportements et des normes sociales, entre autres. Un espace civique dynamique nécessite un environnement ouvert, sûr et sécurisé, exempt de tout acte d'intimidation, de harcèlement ou de représailles, que ce soit en ligne ou hors ligne. Les autorités publiques, à différents niveaux, sont les principaux acteurs qui ont le pouvoir de définir le cadre dans lequel les citoyens peuvent participer à la vie de la société, accéder à l'information, exprimer leurs points de vue, se rassembler, s'associer et engager un dialogue sur les questions qui ont des répercussions sur leur vie. Le cadre des droits de l'homme définit le devoir qui incombe à l'État de veiller à ce que les citoyens puissent influencer les processus décisionnels, notamment de garantir et de réaliser le droit de tous de s'organiser, de participer à la vie publique et de s'exprimer librement. C'est aux autorités qu'incombe la responsabilité première à cet égard, notamment pour ce qui est d'enregistrer et de publier des données concernant les faits ou les processus pertinents et d'adopter des mesures concrètes en la matière. D'autres acteurs collectent aussi des données, notamment à l'appui de l'action des autorités, en vue de respecter leurs obligations relatives aux droits de l'homme et de rendre des comptes à la population. Une véritable évaluation de l'évolution de l'espace civique permet de comprendre les rapports de force dans un contexte donné ou un domaine particulier, ainsi que les schémas d'exclusion. Les informations et les données recueillies peuvent servir de signaux d'alerte précoce en cas de détérioration de la situation des droits de l'homme ou de graves problèmes dans ce domaine.

7. En raison de sa nature même et des éventuels points de vue opposés qui y sont exprimés, l'espace civique doit faire intervenir différents acteurs, à la fois ceux qui en font partie et ceux qui l'orientent, comme les citoyens, les médias, la société civile et les milieux universitaires. Ces acteurs façonnent l'espace civique lui-même en enregistrant et en analysant les multiples facteurs qui permettent de décrire les forces qui l'animent. Ainsi, lorsqu'ils évaluent les tendances concernant l'espace civique, ces acteurs s'intéressent généralement à la surveillance exercée (l'évolution des cadres juridiques institutionnels et les éléments probants concernant des faits d'importance majeure, tels que la répression des manifestations ou les pratiques consistant à perturber les communications) et analysent en outre la façon dont les parties prenantes perçoivent les difficultés qu'elles rencontrent et les possibilités qui s'offrent à elles lorsqu'elles prennent part aux affaires publiques.

8. La capacité de mener des évaluations cohérentes dans différents lieux ou à différentes époques dépend de deux facteurs principaux : le degré de transparence dont font preuve les autorités et la capacité de la société civile et d'autres acteurs de collecter des informations. Au fil du temps, différents acteurs ont proposé de multiples façons de comprendre les tendances concernant l'espace civique et ont développé diverses méthodes. L'objectif du présent rapport est de mettre en lumière certaines de ces approches, ainsi que les lacunes constatées et les problèmes rencontrés, afin de contribuer à promouvoir des méthodes plus cohérentes, plus systématiques et plus coordonnées.

[civil-society-space](#), à l'exception de celles qui ne sont pas rendues publiques pour des raisons de confidentialité.

III. Cadres d'évaluation

9. Signe de l'étendue du concept d'espace civique, divers acteurs ont défini des cadres d'évaluation qui permettent d'analyser les différents aspects de l'espace civique. Afin de comprendre comment ces cadres contribuent à l'évaluation de l'espace civique, il est utile de savoir quels sont les droits qui sont évalués, quelle entité évalue l'espace civique d'un pays donné, quelles sont les méthodes et les sources de données utilisées, et comment les résultats sont présentés. On trouvera dans le présent rapport une section distincte consacrée à l'espace civique en ligne.

10. Le HCDH a élaboré un cadre conceptuel et méthodologique visant à aider les États et les autres acteurs à définir des indicateurs structurels (acceptation des normes internationales en matière de droits de l'homme et engagements dans ce domaine), des indicateurs de processus (efforts déployés pour respecter les obligations en matière de droits de l'homme) et des indicateurs de résultats (résultats de ces efforts), à la fois qualitatifs et quantitatifs, afin de contrôler le respect des droits de l'homme². Ces indicateurs concernent, par exemple, les postes de la fonction publique occupés par des femmes et d'autres groupes de population, l'existence d'acteurs de la société civile dont les activités ont trait à la liberté d'expression et les cas signalés de détention arbitraire.

A. Qui collecte les données et évalue les tendances de l'espace civique ?

11. Plus les jeux de données utilisés sont diversifiés, notamment si l'on se fonde sur des données qui n'ont pas été collectées par les voies officielles ou n'ont pas été collectées dans le but premier d'évaluer les tendances de l'espace civique, plus la qualité des informations obtenues est bonne. Plus il y a de responsables de la collecte des données et de sources indépendantes, plus il est facile d'obtenir différentes évaluations des cadres juridiques, institutionnels et stratégiques qui sont complémentaires et permettent de brosser un tableau complet de la situation.

12. Les États détiennent une grande partie des données utiles pour évaluer les tendances concernant l'espace civique, car ce sont eux qui adoptent et font appliquer les dispositions législatives et réglementaires qui créent un cadre pour l'espace civique. Ils ont l'obligation de rendre compte de la situation des droits de l'homme et d'enregistrer et de communiquer des données à cette fin. C'est à eux qu'il incombe de garantir l'accès à l'information et les restrictions en la matière ne peuvent être imposées qu'à titre exceptionnel³. Cela signifie que les États doivent faire tout ce qui est possible pour garantir un accès aisé, rapide, effectif et pratique à toute information d'intérêt général, notamment celles relatives aux élections, au fonctionnement des médias et des moyens de communication, et aux budgets. Les agents des forces de l'ordre et les membres des organes judiciaires devraient communiquer des données sur leurs actions, notamment des informations sur les arrestations, les procès et les mesures prises en réaction aux manifestations. Il arrive toutefois souvent que les informations de ce type soient difficiles à obtenir ou ne soient pas disponibles. Dans certains cas, par exemple au Kenya, les organismes nationaux de statistique et les institutions nationales des droits de l'homme ont commencé à collaborer, avec l'appui du HCDH, pour améliorer la collecte et la diffusion des données conformément aux normes et aux principes relatifs aux droits de l'homme.

13. Les données de la société civile, notamment les informations communiquées par les organisations non gouvernementales internationales, ainsi que les outils de collecte de données et les cadres d'évaluation, constituent souvent le socle de l'évaluation des tendances de l'espace civique. La société civile recense et recueille des informations et réalise des évaluations qualitatives et quantitatives des tendances de l'espace civique en ayant recours à diverses sources, notamment des sources officielles, non officielles, en libre accès, primaires ou secondaires, à des méthodes telles que le suivi des procédures judiciaires, à des données

² Voir HCDH, *Indicateurs des droits de l'homme, Guide pour mesurer et mettre en œuvre* (2012), à consulter à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/fr/instruments-and-mechanisms/human-rights-indicators/documents-and-publications>.

³ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 19.

généérées par les citoyens, à des sites Web d'information, aux réseaux sociaux et à des enquêtes menées auprès d'experts ou fondées sur des perceptions subjectives, en diffusant des informations sur les réseaux interconnectés de la société civile, au cours de consultations menées auprès des parties prenantes et dans le cadre d'ateliers auxquels celles-ci prennent part, en surveillant les manifestations et les rassemblements publics, et en réalisant des entretiens sur le terrain. La société civile recueille généralement des informations concernant l'évolution de la situation, les faits survenus ou les problèmes en lien avec l'espace civique et sur lesquels les autorités publiques ou d'autres acteurs ont une incidence.

14. D'autres acteurs, par exemple des organisations intergouvernementales et des organismes régionaux, participent aussi au suivi des tendances concernant l'espace civique, notamment dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable. Par exemple, le HCDH est l'entité responsable de l'indicateur 16.10.1 des objectifs, qui concerne le nombre de cas avérés de meurtres, d'enlèvements, de disparitions forcées, de détentions arbitraires et d'actes de torture dont ont été victimes des journalistes, des personnes travaillant dans les médias, des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'homme⁴. Parmi les autres indicateurs relatifs à l'espace civique, on peut citer l'indicateur 5.5.1 sur la proportion de sièges occupés par des femmes dans : a) les parlements nationaux ; et b) les administrations locales, dont l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est l'entité responsable, l'indicateur 8.8.2 sur le niveau de respect des droits du travail (liberté d'association et droit de négociation collective) au niveau national, eu égard aux textes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à la législation nationale, par sexe et statut migratoire, dont l'OIT est l'entité responsable, et l'indicateur 16.10.2 sur le nombre de pays qui adoptent et mettent en œuvre des dispositions constitutionnelles et législatives et des mesures de politique générale pour garantir l'accès du public à l'information, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture est l'entité responsable.

15. Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent jouer un rôle essentiel en évaluant la conformité des lois et politiques nationales avec les normes internationales en matière de droits de l'homme et en recueillant des informations sur des cas précis de violations des droits de l'homme. À titre d'exemple d'approche innovante, l'Institut danois pour les droits de l'homme a conçu un outil baptisé The Right to Defend Rights (le droit de défendre les droits), qui permet de suivre systématiquement les progrès réalisés dans la création d'un environnement favorable aux défenseurs des droits de l'homme, en utilisant des indicateurs fondés sur les droits de l'homme reposant sur la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme)⁵. Cet outil permet de recueillir des données directement auprès d'acteurs de la société civile et de défenseurs des droits de l'homme, ainsi qu'auprès d'autres institutions nationales des droits de l'homme. Il convient également de mentionner la Déclaration de Marrakech de 2018 sur le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans l'élargissement de l'espace civique et la promotion et la protection des défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui encourage les institutions nationales des droits de l'homme à collecter des données et à surveiller les agressions de défenseurs des droits de l'homme en s'inspirant de la méthode de suivi de l'indicateur 16.10.1 des objectifs de développement durable convenue à l'échelle internationale⁶. Selon une enquête menée par le HCDH en 2024, environ un tiers des institutions nationales des droits de l'homme dotées du statut « A » ou « B » échangent des données agrégées pertinentes.

⁴ Voir, par exemple, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/sdgs/2023/20230919-global-progress-report-on-sdg-16-indicators.pdf>.

⁵ Voir <https://defend.humanrights.dk/about>.

⁶ Voir https://ganhri.org/wp-content/uploads/2020/03/Marrakech-Declaration_FR_-12102018-FINAL-.pdf.

B. Quelles sont les approches et les méthodes utilisées ?

16. Il existe globalement trois types de cadre d'évaluation : les cadres axés principalement sur les dispositifs juridiques et stratégiques et le suivi de leur évolution, auxquels s'ajoute un sous-ensemble mettant l'accent sur les processus électoraux ; les cadres qui rendent compte principalement des faits qui ont une incidence sur la possibilité pour les citoyens de contribuer au débat et de participer au processus décisionnel ; les cadres qui s'appuient sur des enquêtes fondées sur des perceptions subjectives et des analyses d'experts portant sur les tendances et les faits nouveaux ; ces cadres sont généralement combinés avec l'un des cadres mentionnés ci-dessus ou les deux et s'appuient souvent sur une analyse réalisée par des pairs ou des experts. On trouvera dans le présent rapport des exemples précis de cadres employés, la majorité d'entre eux combinant différentes approches et reprenant souvent les méthodes et les données employées dans d'autres cadres.

17. Dans le cadre de plusieurs projets, des experts ou d'autres observateurs attribuent des notes ou des scores à des éléments précis de l'espace civique et les regroupent dans des indices composites, ce qui permet, par exemple, de classer les pays en fonction de l'ouverture de l'espace civique ou des restrictions de ce dernier. Malgré des problèmes de représentativité et d'interprétation, ces informations peuvent contribuer à combler certaines lacunes, y compris dans les données officielles, et jouer un rôle important en matière de sensibilisation. Les contributeurs ont souligné que l'on ne pouvait pas évaluer correctement l'espace civique sans comprendre le contexte ni faire intervenir différents acteurs sur le terrain.

18. Certains projets sont de nature participative et associent la population du pays dont l'espace civique fait l'objet d'une évaluation, notamment au moyen d'enquêtes et de baromètres d'opinion. Afin de promouvoir un cadre d'action permettant aux citoyens et à la société civile d'avoir accès à l'information et de prendre part aux processus nationaux d'élaboration des politiques, des États ont mis en place des systèmes de participation qui permettent de collecter des données sur la participation des citoyens. Au Chili, par exemple, le Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique met à disposition des informations concernant la participation de la société civile à différents mécanismes de gestion des affaires publiques⁷, notamment par l'intermédiaire de conseils de la société civile institutionnalisés. En Irlande, les données ouvertes sont considérées comme une ressource fondamentale pour le Gouvernement et la société civile, comme l'attestent l'adoption d'une stratégie axée sur les données ouvertes⁸ et l'existence d'un portail national de données ouvertes⁹, qui permet d'avoir accès aux données publiques officielles n'ayant pas un caractère personnel. La société civile irlandaise peut jouer un rôle grâce à diverses plateformes¹⁰, notamment le forum annuel de la société civile, le forum national des parties concernées par les objectifs de développement durable¹¹, l'examen national volontaire¹², l'Examen périodique universel et la base de données de référence sur les objectifs de développement durable GeoHive.

1. Évaluer les dispositifs juridiques et stratégiques et leur mise en œuvre

19. Les approches axées sur l'évaluation des dispositifs juridiques et stratégiques permettent de déterminer comment les États transposent leurs obligations internationales relatives aux droits de l'homme et aux libertés publiques dans les cadres et pratiques juridiques et institutionnels nationaux. En raison du caractère dynamique de l'espace civique, le simple fait qu'il existe des dispositions législatives ou réglementaires nationales ne suffit

⁷ Voir, par exemple, <https://generoyparticipacion.interior.gob.cl/> (en espagnol) et <https://serviciomigraciones.cl/en/citizen-engagement/>.

⁸ Voir <https://www.gov.ie/ga/eolas-polasai/8587b0-open-data/?referrer=http%3A%2F%2Fwww.per.gov.ie%2Fen%2Fopen-data>.

⁹ Voir <https://data.gov.ie/>.

¹⁰ Voir <https://www.ireland.ie/en/dfa/role-policies/international-priorities/human-rights/human-rights-in-ireland/>.

¹¹ Voir <https://www.gov.ie/en/collection/c1cb6e-national-sustainable-development-goals-stakeholder-forum/#2023>.

¹² Voir <https://www.gov.ie/en/publication/274d0-sustainable-development-goals-voluntary-national-review-2023/>.

pas pour permettre d'évaluer la situation, mais les informations sur l'évolution des dispositifs juridiques et institutionnels fournissent des indications importantes sur les tendances politiques, économiques, sociales et culturelles.

20. Parmi les principaux domaines de l'évolution de la législation pris en compte le plus souvent dans l'évaluation de la situation concernant l'espace civique, on peut citer la compatibilité des normes nationales avec les normes internationales relatives aux activités politiques et aux activités des médias et de la société civile, en lien par exemple avec le droit de participer aux affaires publiques, la liberté d'expression et l'accès à l'information, la liberté de réunion pacifique et d'association et le droit à la protection de la vie privée, ainsi qu'avec les normes relatives à la sécurité et à l'accès à la justice, et avec les garanties de non-discrimination.

21. Les lois et les politiques peuvent avoir différentes incidences sur les droits et libertés, en particulier dans les domaines suivants : les processus électoraux, la discrimination visant des groupes précis, les procès-bâillon, la réglementation des contenus en ligne, la réglementation des médias, la désinformation, les discours de haine et l'incitation à la haine, l'accès à Internet, la vie privée et les données, les assemblées et les associations, l'accès de la société civile aux financements, la sécurité nationale, la cybersécurité et la cybercriminalité, la lutte contre le terrorisme, la surveillance, les états d'urgence et les lois « d'exception » adoptées en dehors de toute procédure législative régulière.

22. Plusieurs initiatives visent à évaluer les lois et la jurisprudence et leur compatibilité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme. L'International Center for Not-for-Profit Law analyse les catégories d'obstacles juridiques qui entravent la formation d'organisations de la société civile, les activités de ces organisations et l'accès de celles-ci aux ressources, ainsi que le respect de la liberté d'expression et de réunion dans plus de 50 pays en fonction de l'état de la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme ; il évalue en outre la conformité des lois nationales avec les instruments internationaux¹³. L'outil CSO Meter de l'European Center for Not-for-Profit Law permet d'évaluer la conformité des lois nationales avec les normes internationales et les bonnes pratiques en matière d'espace civique¹⁴. Le Comité Helsinki du Bélarus a élaboré un indice des droits de l'homme afin d'évaluer la conformité des lois, politiques et pratiques nationales avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et de suivre l'évolution des tendances juridiques¹⁵.

23. Outre la législation, la plupart des cadres d'évaluation permettent d'évaluer l'opinion publique et prennent en compte les analyses d'experts concernant l'application de la législation et son incidence sur le respect des droits de l'homme et l'espace civique. L'observatoire CIVICUS évalue l'espace civique général de chaque pays en se fondant sur un large éventail de sources indépendantes et met l'accent sur les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression¹⁶. Il fournit des informations sur les restrictions juridiques et bureaucratiques, les attaques en ligne et hors ligne dont sont victimes les défenseurs et les journalistes, la censure, les poursuites pénales pour diffamation et la fermeture d'organisations de la société civile, donnant ainsi beaucoup de poids aux données générées par la société civile locale. Dans ses rapports sur la démocratie, le Varieties of Democracy Institute examine les institutions clefs de la démocratie électorale et les libertés civiles pour classer les pays, analyse de quelle façon les pouvoirs législatif et judiciaire limitent le pouvoir exécutif et comment l'état de droit garantit le respect des libertés civiles, et vérifie notamment si les élections sont libres et régulières et s'il existe des cas d'intimidation de la part des autorités, de censure des médias, de harcèlement de journalistes, de restrictions de la liberté d'expression et de répression de la société civile¹⁷. Les rapports sur la liberté dans le monde publiés par Freedom House tiennent compte à la fois des lois et de la pratique effective dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁸.

¹³ Voir <https://www.icnl.org/resources/civic-freedom-monitor>.

¹⁴ Voir <https://csometer.info>.

¹⁵ Voir <https://index.belhelcom.org/en/>.

¹⁶ Voir <https://monitor.civicus.org/>.

¹⁷ Voir <https://v-dem.net/>.

¹⁸ Voir <https://freedomhouse.org/report/freedom-world>.

D'autres cadres fondés sur des perceptions subjectives ou des analyses d'experts évaluent de façon comparable les institutions, la gouvernance, les droits de l'homme, les libertés publiques et l'état de droit¹⁹.

24. L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale publie des évaluations mensuelles sur l'état de la démocratie et la situation des droits de l'homme dans 173 pays, qui sont fondées sur des articles parus en ligne ou dans la presse écrite et des rapports ou des analyses d'experts portant notamment sur les lois et politiques récentes qui ont une incidence sur l'espace civique²⁰. Sur cette base, les indices mondiaux de l'état de la démocratie reflètent les tendances démocratiques aux niveaux national, régional et mondial à travers un large éventail d'indicateurs qui rendent compte des performances démocratiques²¹. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) établit des « scans de l'espace civique » en s'appuyant sur des renseignements fournis par des membres de l'OCDE et d'autres parties prenantes. Il s'agit d'évaluations qualitatives des lois, des politiques, des institutions et des pratiques qui façonnent l'espace civique de chaque État membre ou partenaire de l'OCDE²².

25. S'appuyant sur des consultations en ligne menées chaque année par l'intermédiaire de la plateforme des droits fondamentaux, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne compare les informations relatives à la situation des droits fondamentaux dans toute l'Union européenne en vue de recenser les tendances juridiques, les menaces et les attaques en ligne et hors ligne visant la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, y compris les contrôles administratifs excessifs et les réductions de budget, ainsi que les cas dans lesquels les forces de l'ordre emploient la force ou mènent des activités de surveillance, les poursuites judiciaires, la modération des contenus en ligne et les procès-bâillon²³.

26. Le Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières reflète les tendances mondiales, régionales et nationales en matière de lois et de politiques sur la base d'une analyse qualitative effectuée par des spécialistes²⁴. On y trouve en outre un décompte quantitatif des exactions dont sont victimes les journalistes, ainsi que des renseignements sur l'accès à l'information, la censure ou les sanctions judiciaires, les restrictions de la liberté d'expression, les mesures de protection des sources et l'impunité des personnes responsables d'agression de journalistes.

27. Plusieurs organisations régionales surveillent les processus électoraux conformément aux méthodes établies. L'Union africaine a acquis une expertise pertinente au cours de plusieurs décennies, notamment en ce qui concerne les alertes rapides et l'évaluation des vulnérabilités structurelles²⁵. Dans le cadre du suivi électoral, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe prend en compte la situation des droits de l'homme, notamment la participation des femmes et des minorités avant, pendant et après les élections, ainsi que le jour même des élections (y compris des questions telles que le bourrage des urnes ou l'intimidation des électeurs)²⁶. De même, l'International Foundation for Electoral Systems établit des rapports approfondis sur les élections dans lesquels il évalue le contexte local au regard des normes, des obligations et des principes internationaux, en mettant l'accent sur l'intégrité des

¹⁹ Voir, par exemple, les indicateurs de gouvernance durable et l'indice de transformation de la fondation Bertelsmann, l'indice de démocratie publié par le service de recherche de la revue *The Economist*, l'indicateur de liberté humaine de l'Institut Fraser et de l'Institut Cato, l'indice de bonne gouvernance en Afrique de la fondation Mo Ibrahim, l'indice des États fragiles du Fund for Peace, le baromètre sur l'ouverture de la société de l'Open Society Foundation et les Indicateurs mondiaux de la gouvernance de la Banque mondiale.

²⁰ Voir <https://www.idea.int/democracytracker/>.

²¹ Voir <https://www.idea.int/democracytracker/gsoi-indices>.

²² Voir <https://www.oecd.org/fr/topics/sub-issues/open-government-and-citizen-participation/civic-space.html>.

²³ Voir <https://fra.europa.eu/en/themes/civil-society>.

²⁴ Voir <https://rsf.org/fr/classement>.

²⁵ Voir <https://au.int/en/articles/election-observation-africa>.

²⁶ Voir <https://www.osce.org/odihr/elections/methodology>.

élections, la confiance dans la démocratie, l'inclusion et les droits de l'homme, ainsi que l'intégrité de l'information²⁷.

28. Il convient de noter en outre que le respect des droits économiques, sociaux et culturels est lié à la capacité des citoyens de s'exprimer et de participer à la vie politique, économique et sociale. Les inégalités et l'exclusion socioéconomiques nuisent à la participation effective et au débat public. Ainsi, l'examen du respect des droits à l'éducation et à un niveau de vie décent, par exemple, contribue également à l'évaluation des tendances concernant l'espace civique. Par exemple, l'outil de suivi des droits de la Human Rights Measurement Initiative fournit un cadre complet permettant de savoir dans quelle mesure tous les droits de l'homme sont exercés²⁸.

2. Signaler les faits concernant l'espace civique

29. Outre ces cadres d'évaluation généraux, il est possible d'évaluer l'incidence des interventions de l'État sur l'espace civique en recueillant des informations sur les faits survenus, les tendances observées et les constantes mises en évidence, et ce, en interrogeant diverses sources, notamment les victimes et témoins des faits en question, la société civile et les médias, et en s'appuyant sur différents types de statistiques non officielles, en plus des données publiées par les autorités. Dans ce domaine, différentes approches sont utilisées : certaines entités s'intéressent essentiellement aux différents types de faits recensés, d'autres au caractère systématique de la collecte d'informations sur ces faits, d'autres encore à l'étendue géographique de la couverture ou à l'utilisation prévue des informations recueillies et à la méthode employée. Par conséquent, il est essentiel de faire preuve de transparence quant aux méthodes employées et aux objectifs et à la portée de l'évaluation pour permettre à d'autres d'utiliser les données produites et les analyses réalisées.

30. Pour évaluer correctement l'objet du présent rapport, l'on devrait essentiellement recenser les types suivants de faits commis à l'égard d'acteurs de la société civile, étant entendu que, si ces faits sont tous significatifs, ils ne constituent pas nécessairement des violations dans chaque cas :

a) Mesures visant des personnes, y compris les meurtres, les disparitions forcées, la répression, y compris les arrestations et détentions arbitraires et les procès inéquitables, les cas de torture et de mauvais traitements, les agressions physiques et les menaces (de mort), la violence fondée sur le genre et le harcèlement sexuel, la surveillance, les interdictions de voyager et de se déplacer, les assignations à résidence, la confiscation de biens personnels, et l'incitation à la haine et à la violence en ligne ;

b) Mesures visant des organisations, y compris le refus d'enregistrement, la radiation, la fermeture de bureaux, les perquisitions dans les bureaux, les dommages causés aux actifs des organisations, ou encore le gel ou la saisie de ces actifs ;

c) Restriction des communications en ligne et menaces en ligne, y compris la surveillance numérique ciblée, la censure des contenus en ligne, l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et la perturbation ciblée, partielle et/ou totale des canaux de réseaux sociaux et des plateformes numériques, des sites Web ou de l'accès à Internet ;

d) Mesures relatives aux manifestations et assemblées, y compris l'interdiction de manifestations pacifiques ou le refus d'autoriser des manifestations, la surveillance des manifestations, l'arrestation de manifestants et l'usage excessif de la force lors de manifestations ;

e) Actes d'intimidation et de représailles pour avoir coopéré ou cherché à coopérer avec des organismes des Nations Unies ou des mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme, ou encore avec d'autres organisations internationales et régionales.

31. En ce qui concerne les menaces et les agressions physiques, l'organisation Front Line Defenders recueille des données historiques et des données en temps réel sur les meurtres et les tentatives de meurtre de défenseurs des droits de l'homme, les menaces de mort, les

²⁷ Voir <https://www.ifes.org/election-assessments>.

²⁸ Voir <https://rightstracker.org/>.

arrestations et les détentions, la surveillance, la diffamation, les disparitions forcées, la violence et le harcèlement en ligne, et la confiscation de biens, entre autres faits. Ces données servent à alimenter la base de données du Mémorial des DDH, projet mené conjointement par plusieurs organisations de la société civile, sachant que les utilisateurs de la base de données ont la possibilité de filtrer les données par pays, type de droits de l'homme et genre²⁹. L'Organisation mondiale contre la torture et la Fédération internationale pour les droits de l'homme ont créé l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme afin de réunir des informations sur les meurtres, les détentions, les actes de torture et les autres formes de mauvais traitements infligés aux défenseurs des droits de l'homme³⁰.

32. En ce qui concerne les violations et autres faits visant des professionnels des médias et des journalistes, le baromètre de Reporters sans frontières³¹ et la base de données du Committee to Protect Journalists sur les attaques contre la presse³² recensent les cas d'attaques par pays, par sexe et selon l'état d'avancement des affaires.

33. Le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme recueille et publie des données sur les attaques commises par des acteurs économiques contre des défenseurs des droits de l'homme, en s'appuyant sur des informations publiques, sur ses entretiens avec les intéressés et sur ses partenariats avec la société civile³³. L'organisation Global Witness recense les meurtres de défenseurs des droits de l'homme liés à l'environnement, par pays et par secteur³⁴. Dans les évaluations du système national d'intégrité qu'elle publie au titre de la lutte contre la corruption³⁵, l'organisation Transparency International fait état, en s'appuyant sur diverses sources, des restrictions imposées aux médias et à la société civile, y compris des meurtres et autres types d'attaques visant des militants de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme³⁶. L'outil de suivi des manifestations à travers le monde de Dotation Carnegie pour la paix internationale donne une vision d'ensemble des tendances mondiales en la matière et des faits survenus lors des manifestations antigouvernementales les plus importantes à l'échelle mondiale depuis 2017, par pays, motif, ampleur et durée des manifestations³⁷.

34. Au niveau régional, Forum-Asia rassemble et publie des données provenant des médias et d'autres sources d'information sur l'application de lois et de politiques restrictives en ce qui concerne les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association, ainsi que sur les procédures judiciaires intentées contre des défenseurs des droits de l'homme en Asie ; les données sont ventilées notamment par type de violence, et selon le statut de l'auteur et de la victime des faits³⁸. Par l'intermédiaire de son observatoire de l'espace civique, le Réseau d'ONG arabes pour le développement publie des rapports régionaux et nationaux sur l'évolution de la législation et les attaques contre les acteurs de la société civile dans les pays arabes³⁹. De même, le Committee for Justice a lancé le projet « Justice for human rights defenders » (Justice pour les défenseurs des droits de l'homme) afin de recenser différents types de violation contre les acteurs de la société civile, les militants, les défenseurs des droits de l'homme, les minorités, les avocats, les journalistes et les chercheurs dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord⁴⁰.

²⁹ Voir <https://hrdmemorial.org/fr/>.

³⁰ Voir <https://www.omct.org/fr/ressources/nouvelles/the-observatory-for-the-protection-of-human-rights-defenders>.

³¹ Voir <https://rsf.org/fr/barometre>.

³² Voir <https://cpj.org/data/>.

³³ Voir <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/human-rights-defenders-database/>.

³⁴ Voir <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/numbers-lethal-attacks-against-defenders-2012/>.

³⁵ Voir <https://www.transparency.org/en/national-integrity-system-assessments>.

³⁶ Voir, par exemple, <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-corruption-human-rights-democracy>.

³⁷ Voir <https://carnegieendowment.org/features/global-protest-tracker?lang=en>.

³⁸ Voir <https://asianhrds.forum-asia.org/>.

³⁹ Voir <https://civicspace.aannd.org/en>.

⁴⁰ Voir <https://www.cfjustice.org/justice-for-hrds/>.

35. Certains États ont mis en place des mécanismes pour recenser les tendances de la société civile. Au Mexique, notamment, la Coordination exécutive nationale publie sur le site Web du Mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes des statistiques mensuelles sur les menaces et les attaques visant la société civile, les journalistes, les syndicalistes, y compris les défenseurs des droits de l'homme, et certains groupes de population⁴¹. En Irlande, le service d'analyse de la police rassemble des données sur les menaces et les attaques pour les besoins des enquêtes de la Garda et afin d'orienter les décisions des responsables⁴². En Équateur, conformément à la loi organique sur la communication, le Conseil de la communication surveille les attaques contre les journalistes, en tenant compte des informations provenant de la société civile et de particuliers. L'Institut néerlandais des droits de l'homme a mis en avant un certain nombre d'initiatives des autorités et d'autres acteurs visant à recueillir des données et des renseignements relatifs à l'espace civique, notamment les rapports du Centre de recherche et de documentation sur les agressions contre les journalistes⁴³, les rapports de PersVeilig sur les journalistes victimes d'agressions ou de violences⁴⁴ et les actes d'agression et de violence lors de manifestations pacifiques⁴⁵, ainsi que des rapports sur les menaces qui pèsent sur les responsables politiques, en particulier les politiciennes, et les minorités, y compris sur les réseaux sociaux⁴⁶.

36. Au niveau national, la société civile mène elle aussi différentes initiatives visant essentiellement à recenser les faits pertinents. Par exemple, en République bolivarienne du Venezuela, Civilis Human Rights enregistre les faits qui portent atteinte aux droits de la société civile et à l'espace civique afin de fournir des données sur les caractéristiques, l'ampleur et la gravité des violations potentielles, et les constantes et les tendances en la matière⁴⁷. OVD-Info recueille des informations, notamment par l'intermédiaire d'une permanence téléphonique joignable 24 heures sur 24, sur les poursuites motivées par des considérations politiques, les manifestations et la persécution extrajudiciaire des mouvements d'opposition à la guerre, entre autres, dans la Fédération de Russie⁴⁸. En Thaïlande, Thai Lawyers for Human Rights publie des statistiques sur les procédures judiciaires intentées notamment en application de la loi de lèse-majesté et du Code pénal pour des faits en lien avec l'exercice des droits à la liberté d'expression et de réunion ; les statistiques en question sont présentées dans une base de données qui enregistre, par ordre chronologique, les événements survenus et les violations commises par des agents de l'État et d'autres acteurs⁴⁹.

C. À qui appartient l'espace civique ?

37. Pour évaluer l'espace civique, l'indicateur le plus largement utilisé est la participation du public, indicateur qui permet de déterminer qui participe aux affaires publiques. Les indicateurs pertinents concernant les processus officiels mis en place par les autorités pour orienter la prise de décisions montrent quelles populations et quelles communautés (par exemple, les femmes ou les différentes minorités) exercent activement leur droit de vote lors des élections ou cherchent à influencer d'une autre manière la prise des décisions les concernant. Il faut souvent prendre des dispositions particulières pour recueillir des données sur les « laissés-pour-compte », sachant que les données généralement recueillies risquent de n'être pas suffisamment ventilées pour mettre en évidence l'exclusion récurrente de ces groupes de population ou que ces groupes de population sont dans l'angle mort des mesures de collecte de données. Outre les données relatives aux élections, l'on devrait également

⁴¹ Voir <https://www.gob.mx/defensorasyperiodistas> (en espagnol).

⁴² Voir <https://www.garda.ie/en/about-us/our-departments/garda-siochana-analysis-service/>.

⁴³ Voir <https://repository.wodc.nl/handle/20.500.12832/3255> (en néerlandais).

⁴⁴ Voir <https://www.persveilig.nl/over-persveilig/analyse-meldingen>.

⁴⁵ Voir <https://www.platform-investico.nl/artikel/onderzoek-demonstratierecht-in-de-knel/#annotation-39162-93>.

⁴⁶ Voir <https://www.om.nl/onderwerpen/bedreigde-politici/nieuws/2023/05/22/niet-eerder-zoveel-meldingen-van-bedreiging-politici>.

⁴⁷ Voir <https://www.civilisac.org/monitor/monitor-civico> (en espagnol).

⁴⁸ Voir <https://en.ovdinfo.org/reports>.

⁴⁹ Voir <https://database.tlhr2014.com/> (en thaï).

recueillir des données sur d'autres processus participatifs, notamment sur l'organisation de référendums et sur les catégories de population qui participent à des pétitions, à des assemblées citoyennes⁵⁰ et à d'autres initiatives visant à recueillir des informations auprès des populations. Les indicateurs permettant de savoir si un débat a lieu et qui peut y participer concernent notamment l'existence de différents types de médias dans différentes langues, le profil des personnes ayant accès à Internet et la densité du trafic sur certaines plateformes en ligne. Le nombre d'assemblées et d'associations peut donner des indications générales sur l'exercice de ces libertés fondamentales, en particulier s'il existe des données permettant une comparaison dans le temps. Cela étant, pour évaluer la nature réelle des assemblées et des associations, il est toujours nécessaire d'obtenir également des informations plus contextualisées.

38. À titre d'exemple d'évaluation de la participation des citoyens aux processus législatifs, l'Union interparlementaire recueille des données dans sa base de données Parline sur les parlements nationaux ; les données recueillies visent notamment à déterminer : si les citoyens ont la possibilité de commenter les projets de loi ; si les réunions des commissions parlementaires sont ouvertes au public ; si des quotas sont fixés pour la participation des femmes et des jeunes ; si des sièges sont réservés ; quels sont le pourcentage et le nombre de femmes parlementaires par tranche d'âge ; quel est l'âge minimum d'éligibilité ; à combien d'occasions des lois d'exception ont été votées⁵¹.

39. En ce qui concerne les attaques visant des groupes de population ou des acteurs particuliers, certains cadres fournissent des informations factuelles à ce sujet. L'indice des droits dans le monde établi par la Confédération syndicale internationale fournit des données sur les tendances mondiales, régionales et nationales en matière de violations des droits des syndicats et des travailleurs, et du droit de négociation collective, y compris des données concernant certains faits précis, et fournit également des données relatives à l'incrimination du droit de grève, à l'érosion de la négociation collective, à l'exclusion de la protection du travail, aux restrictions de l'accès à la justice, à la radiation des syndicats, aux atteintes à la liberté d'expression et de réunion, aux arrestations, détentions et emprisonnements arbitraires, et aux agressions violentes et aux meurtres de travailleurs⁵².

40. La fondation Kvinna till Kvinna recense et signale les menaces qui pèsent sur les défenseurs des droits humains des femmes et des droits des personnes LGBTIQ+ dans les pays touchés par des conflits ou en proie à l'instabilité et à la violence⁵³. En ce qui concerne les enfants et les défenseurs des droits de l'enfant, les données fiables font globalement défaut. Cependant, Save the Children a proposé une approche permettant d'évaluer les possibilités d'accès des enfants et des acteurs des droits de l'enfant à l'espace civique en ligne et hors ligne, y compris les cadres juridiques et réglementaires pertinents⁵⁴. Artistic Freedom Initiative s'intéresse aux causes profondes de la censure d'œuvres d'art et plaide pour que les artistes jouissent de la liberté de création et se sentent en sécurité dans leur pays⁵⁵.

D. Espace civique en ligne

41. Avec la dématérialisation progressive des activités sociales et politiques, Internet est devenu la nouvelle « place publique ». Les outils numériques offrent de nouvelles possibilités et présentent de nouveaux risques pour ceux qui participent aux débats et aux affaires publiques. Dans ses rapports sur la liberté sur Internet, l'organisation Freedom House évalue les mesures prises, dans le monde entier, pour assurer l'accès à l'information, la liberté d'expression et la protection de la vie privée en ligne et garantir que les activités en ligne

⁵⁰ Voir, par exemple, <https://assemblyguide.demnext.org/>.

⁵¹ Voir <https://data.ipu.org/fr/compare/>.

⁵² Voir <https://www.ituc-csi.org/global-rights-index?lang=fr>.

⁵³ Voir, par exemple, <https://kvinnaatillkvinna.org/wp-content/uploads/2023/11/The-Kvinna-till-Kvinna-Foundation-The-state-of-women-human-rights-defenders-2023.pdf>.

⁵⁴ Voir https://resourcecentre.savethechildren.net/pdf/safeguarding_civil_society_space_for_children_0.pdf/.

⁵⁵ Voir <https://artisticfreedominitiative.org/projects/artistic-freedom-monitor/>.

n'ont pas de répercussions juridiques ni extralégales⁵⁶. La plateforme CYRILLA est une base de données ouverte qui donne accès à la législation, aux affaires judiciaires et aux analyses concernant les droits de l'homme dans les espaces numériques du monde entier. L'European Center for Not-for-Profit Law a piloté un outil de suivi permettant à ses partenaires locaux dans quatre pays de recueillir des données sur la façon dont est facilitée la tenue des assemblées à composante numérique, c'est-à-dire des assemblées qui ont lieu ou sont organisées en ligne, et sur la protection de ces assemblées par les autorités publiques et les acteurs privés⁵⁷.

42. Il est particulièrement utile de recueillir des données sur les perturbations des communications ou les restrictions du contenu en ligne et de l'accès à celui-ci, compte tenu des conséquences généralisées que celles-ci entraînent⁵⁸. La coalition #KeepItOn, dirigée par Access Now, dresse un état des lieux mondial des coupures de l'accès à Internet par année et par pays⁵⁹. De même, le Georgia Institute of Technology, aux États-Unis d'Amérique, pilote un système de détection et d'analyse des pannes de réseau Internet permettant de surveiller et de détecter les pannes de réseau macroscopiques qui touchent la périphérie d'un réseau ou une grande partie du territoire d'un pays⁶⁰. L'Open Observatory of Network Interference Explorer est une source de données ouverte sur les interférences dans les réseaux Internet dans le monde, y compris le blocage de sites Web et d'applications mobiles⁶¹. L'European Repository of Cyber Incidents recense les cyberattaques et les faits à dimension politique commis en ligne par des acteurs étatiques et non étatiques contre des cibles politiques⁶². En ce qui concerne la protection de la vie privée et la surveillance numérique, l'indice du secteur de la surveillance publié par Privacy International recense les tendances observées pour ce qui est du développement des technologies de surveillance, ainsi que de la vente de ces technologies et de leur utilisation par les pouvoirs publics. Il contient des données sur plus de 520 entreprises de surveillance et plus de 600 exportations déclarées de certaines technologies de surveillance⁶³.

43. Les entreprises privées jouent un rôle de premier plan dans la gestion des espaces numériques et détiennent des informations essentielles permettant de mettre en évidence les tendances de l'espace civique. Pour comprendre les tendances de l'espace civique en ligne, il est essentiel, en particulier, que les entreprises fassent preuve de transparence concernant leurs pratiques et leurs réponses aux demandes des gouvernements. La plateforme Ranking Digital Rights est une base de données ouverte dans laquelle sont classées les politiques de transparence des entreprises technologiques qui ont une incidence sur la liberté d'expression et la vie privée des utilisateurs⁶⁴. De même, l'organisation Access Now rassemble les informations communiquées par les entreprises technologiques sur les menaces qui pèsent sur la vie privée et la liberté d'expression, et diffuse les liens vers les rapports publiés par les entreprises de médias sociaux au titre de la transparence, rapports qui peuvent contenir des données sur les demandes de retrait de contenu qui leur ont été adressées par des États⁶⁵.

IV. Évaluation systématique : lacunes constatées et problèmes rencontrés

44. Pour permettre de suivre l'évolution des tendances dans l'espace civique au fil du temps, différentes initiatives ont été menées, dont le nombre important est à la mesure de l'ampleur de l'espace civique lui-même (pour ce qui est des acteurs, des facteurs, des manifestations organisées et des défis à relever dans le monde entier). Toutefois,

⁵⁶ Voir <https://freedomhouse.org/report/freedom-world>.

⁵⁷ Voir, par exemple, <https://ecn1.org/publications/iran-digital-spaces-protest-and-control>.

⁵⁸ Voir A/HRC/50/55.

⁵⁹ Voir <https://www.accessnow.org/campaign/keepiton/>.

⁶⁰ Voir <https://ioda.inetintel.cc.gatech.edu/>.

⁶¹ Voir <https://explorer.ooni.org/>.

⁶² Voir <https://eurepoc.eu/dashboard/>.

⁶³ Voir <https://privacyinternational.org/blog/54/privacy-international-launches-surveillance-industry-index-new-accompanying-report>.

⁶⁴ Voir <https://rankingdigitalrights.org/>.

⁶⁵ Voir <https://www.accessnow.org/campaign/transparency-reporting-index/>.

de nombreux experts qui ont contribué à l'élaboration du présent rapport ont mis en évidence certaines difficultés communément rencontrées et certaines lacunes courantes ayant trait aux notions et définitions, à la disponibilité des données, aux ressources et à la sécurité des personnes qui recueillent des informations sur le terrain et dans l'espace civique en ligne.

A. Accès aux données

45. Les données fiables sont souvent rares ou inexistantes. L'accès limité aux informations officielles et les risques auxquels s'exposent ceux qui communiquent ou recueillent des informations compromettent la détermination des tendances concernant l'espace civique. De nombreux contributeurs ont souligné que, même lorsque des organismes publics enregistraient des événements et des faits ayant trait aux droits relatifs à l'espace civique, ces informations n'étaient souvent pas rendues publiques. Il était difficile d'obtenir des informations auprès des organismes publics, notamment des agences de statistique et des ministères de tutelle, ou dans les dossiers administratifs et judiciaires, par exemple sur les restrictions apportées à la tenue des assemblées ou sur les réglementations administratives relatives aux associations. Les obstacles à l'accès à l'information étaient encore plus importants au niveau régional ou local. Les gouvernements prenaient vraisemblablement de plus en plus de décrets restrictifs sans passer par la voie législative ou réglementaire officielle et bien souvent sans publier ces décrets, ce qui limitait d'autant plus l'accès aux informations officielles pertinentes⁶⁶.

46. Selon la société civile, dans certains cas, les demandes de communication de dossiers administratifs ou judiciaires déposées par des organisations de la société civile ou par les services de police restent lettre morte⁶⁷. Cet accès limité aux données officielles tiendrait notamment au fait que l'on ignore quel organisme public est responsable de la collecte et de la publication des données sur les restrictions imposées dans l'espace civique et quels mécanismes sont chargés de rassembler les données relatives à l'espace civique aux différents niveaux de l'État. Les interlocuteurs ont également souligné que les informations sur les agents de l'État qui auraient commis des violations des droits de l'homme ou des agressions, en particulier des agressions n'ayant pas entraîné la mort ou des agressions dans des zones reculées ou rurales, n'étaient presque jamais rendues publiques⁶⁸.

47. Dans des contextes de tensions et de violences accrues, il était encore plus difficile d'obtenir des informations sur les violations commises à l'égard de la société civile, souvent parce que les autorités intervenaient délibérément pour censurer les sources d'information locales, notamment les médias et les réseaux sociaux, et parce que les citoyens n'étaient pas en mesure de communiquer entre eux en toute confidentialité et en toute sécurité, ce qui les exposait à des risques, en particulier s'ils se trouvaient encore dans le pays concerné⁶⁹. Dans ces environnements précaires, la société civile peut difficilement faire son travail et mettre en place des mécanismes permettant de mettre en évidence les tendances de l'espace civique⁷⁰.

48. Même lorsque l'information était publique, une grande partie n'était disponible que dans la langue majoritaire, ce qui, dans la pratique, limitait l'accès des minorités et des étrangers à l'information⁷¹. D'autres difficultés d'accès à l'information en ligne tenaient à la conception des sites Web gouvernementaux, qui empêchait la collecte automatisée de données, notamment par le blocage des téléchargements groupés et l'introduction de tests CAPTCHA⁷². En outre, les restrictions, imposées par les pouvoirs publics, de l'accès à Internet ou à certaines plateformes de communication, ou les perturbations provoquées par les autorités sur le réseau Internet ou sur les plateformes susdites rendaient bien plus difficiles, voire impossibles, la collecte d'informations indépendantes en ligne, l'accès aux

⁶⁶ Voir la contribution d'International Center for Not-for-Profit Law.

⁶⁷ Contribution de Human Rights Platform.

⁶⁸ Voir la contribution du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme.

⁶⁹ Contribution de l'Association de réintégration de la Crimée et d'OVD-Info.

⁷⁰ Voir la contribution de Maat for Peace, Development and Human Rights.

⁷¹ Contribution de l'Association for Monitoring Equal Rights.

⁷² Contribution d'OVD-Info.

rapports publiés en ligne par des militants et des défenseurs des droits de l'homme, et la réalisation en ligne de sondages d'opinion, d'enquêtes et d'études de terrain.

B. Disponibilité des données

49. Pour pouvoir dresser un état des lieux de l'espace civique, il peut être indispensable de disposer de données officielles qui soient fondées sur des méthodes statistiques ; l'absence de telles données peut être le signe d'un espace civique inexistant ou minime. En général, la disponibilité des données au plan national, et la qualité de ces données, concernant notamment les attaques visant des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, dépendent souvent de l'efficacité de certains acteurs, notamment des institutions nationales des droits de l'homme, et de l'existence d'une société civile suffisamment dynamique.

50. Les évaluations de l'espace civique en période électorale et à l'approche des élections suscitent beaucoup d'intérêt (et se voient également allouer d'importants financements) ; en général, l'on s'intéresse en particulier à la liberté des médias, à la capacité des candidats de faire campagne et de tenir des assemblées en toute sécurité, et à l'exclusion de certaines populations, privées du droit de vote. Toutefois, il s'agit là de clichés instantanés, qui donnent un aperçu de la situation à l'instant T, au cours d'événements ou de processus particuliers ; or, cet aperçu risque d'être en décalage avec une vision plus globale ou une analyse à plus long terme de l'espace civique. Il est donc important de veiller à ce que les évaluations de l'espace civique soient effectuées en continu.

51. Les interlocuteurs ont également mis en évidence des lacunes récurrentes dans les données disponibles. On manque de données sur les restrictions de la participation publique des jeunes et sur les attaques dont ceux-ci sont victimes⁷³. On dispose de peu de données sur les enfants défenseurs des droits de l'homme et les violations des droits et des libertés fondamentales de ces enfants, leurs droits étant peu connus et mal compris et les données pertinentes n'étant pas collectées sous l'angle des droits de l'enfant ni ventilées par âge. On manque notamment de données sur les plaintes déposées, les représailles exercées ou tout autre indicateur quantitatif qui mettrait en évidence l'existence de problèmes systématiques concernant la réalisation des droits des enfants militants⁷⁴. De même, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales de l'ONU ont souligné la nécessité de mieux contrôler le respect des droits des peuples autochtones⁷⁵, des minorités⁷⁶ et des personnes d'ascendance africaine⁷⁷, entre autres.

52. Il faut également distinguer plus précisément les acteurs qui ont une incidence négative sur l'espace civique. L'on doit recueillir d'emblée des informations sur les auteurs présumés d'infractions, y compris lorsqu'il s'agit des forces de sécurité, d'acteurs armés non étatiques⁷⁸ et d'entreprises⁷⁹, afin de pouvoir procéder à une analyse nuancée des mesures que prend l'État à l'égard des différents types d'auteur et de leurs victimes. Pour brosser un tableau complet de la situation pour ce qui est du respect du principe de responsabilité, il faut impérativement trouver des moyens aisément accessibles de suivre les mesures que prennent les États pour traduire en justice les auteurs d'infractions et assurer des voies de recours aux victimes.

C. Sources d'information

53. Les informations ne provenant pas de sources étatiques, informations dont il est tenu compte dans les indices et, en définitive, dans les évaluations de l'espace civique, sont généralement collectées et vérifiées par des organisations locales et nationales de la société

⁷³ Voir, par exemple, A/HRC/55/50. Voir aussi <https://www.un.org/youthenvoy/wp-content/uploads/2021/06/Global-Report-on-Protecting-Young-People-in-Civic-Space.pdf>.

⁷⁴ Voir la contribution conjointe de Child Rights Connect et Save the Children.

⁷⁵ A/HRC/39/17.

⁷⁶ A/HRC/50/24.

⁷⁷ A/70/335.

⁷⁸ Voir, par exemple, A/HRC/49/19 et A/HRC/52/25.

⁷⁹ Voir, par exemple, A/HRC/47/39/Add.2.

civile qui sont en contact avec la population sur le terrain et qui connaissent les contextes et les réseaux locaux, y compris les victimes. Toutefois, ces organisations se plaignent souvent d'être mal équipées et de n'avoir pas suffisamment de moyens pour pouvoir recenser les attaques dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes, et pour obtenir le consentement préalable des victimes, des témoins et d'autres sources d'information – principe clé de toute méthode fondée sur les droits de l'homme. En outre, dans les zones reculées ou les contextes de tensions, il peut être d'autant plus difficile d'obtenir des informations sur les attaques perpétrées et d'entrer en contact avec les victimes et les témoins⁸⁰.

54. L'évaluation des restrictions de l'espace civique passe souvent par la collecte d'informations sur les abus et les manquements présumés des autorités et des acteurs non étatiques, le but étant de faire en sorte que ces abus et manquements puissent être portés à l'attention du public. Les personnes qui se chargent de recueillir ces données s'exposent donc souvent à des risques considérables. Outre les menaces directes qu'elles peuvent recevoir et le harcèlement et les attaques dont elles peuvent être victimes, les personnes qui contribuent à analyser les tendances de l'espace civique, notamment les journalistes, peuvent aussi faire l'objet de poursuites, ce qui peut avoir un effet particulièrement dissuasif et les conduire à s'autocensurer et à prendre d'autres mesures pour se protéger et atténuer les risques qu'elles courent.

55. Au niveau organisationnel, compte tenu des risques de sécurité, les organisations concernées peuvent décider de s'abstenir de suivre certaines questions ou la situation de certains groupes de population, ou d'en rendre compte, par crainte de représailles. Par exemple, les menaces, la surveillance et les attaques en ligne dont font l'objet les plateformes numériques qui recueillent des informations sur les attaques visant les communautés LGBTQI+⁸¹ et les défenseurs des droits humains des femmes⁸² peuvent entraîner la clôture de ces plateformes ou de ces initiatives. Outre les problèmes de protection immédiats découlant de la collecte et de l'utilisation de certaines données, les personnes et les organisations concernées peuvent également s'exposer à des risques à plus long terme puisque leurs conclusions et leurs témoignages peuvent être repris dans le cadre de procédures d'établissement des responsabilités ou d'autres processus, ou servir à orienter ceux-ci.

D. Méthodes d'évaluation

56. La grande diversité de l'espace civique et les défis extrêmement différents que doivent relever les acteurs qui le composent dans le monde entier ont donné lieu à des taxonomies très hétérogènes. Les experts ont souligné que la complexité et le caractère multidimensionnel de l'espace civique rendaient difficile l'adoption de méthodes d'évaluation communes ; il était difficile notamment d'uniformiser les questions à poser dans le cadre des enquêtes, la manière dont celles-ci devaient être formulées et la façon dont les données devaient être collectées, analysées, interprétées, rassemblées et communiquées. Par exemple, selon que l'on recensait les faits ou que l'on dénombrait les personnes touchées, on aboutissait à des chiffres différents, qui pouvaient être interprétés ou communiqués de différentes manières⁸³.

57. Plus les critères et les méthodes de gestion, de stockage, de classification, de codage et d'étiquetage des données sont harmonisés et plus les conditions minimales de ventilation sont claires, meilleure est la qualité des données. La documentation, la gestion et la mise à jour régulières des données nécessitent un investissement à long terme et d'importants moyens, en particulier si l'on veut mettre en évidence les cibles ou les types de menace moins visibles et en tenir compte dans l'analyse⁸⁴. Le degré et les possibilités de ventilation des données sont importants pour mettre en évidence des formes de discrimination et d'exclusion

⁸⁰ Voir la contribution du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme.

⁸¹ Contribution de Criola.

⁸² Contribution de Kvinna till Kvinna.

⁸³ Voir la contribution du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme.

⁸⁴ Voir la contribution de Front Line Defenders.

récurrentes et pouvoir, par la suite, lutter contre celles-ci. Cela vaut d'autant plus lorsqu'il s'agit de suivre l'évolution des tendances dans plusieurs pays, régions ou secteurs. Le cadre conceptuel et méthodologique défini par le HCDH concernant les indicateurs des droits de l'homme peut fournir des orientations qui permettront de garantir que les initiatives prises aux plans local et national en matière de gestion des données sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, le but étant de faciliter et de promouvoir l'utilisation des informations disponibles.

58. Pour pouvoir mettre en évidence plus rapidement les tendances de l'espace civique, notamment à des fins d'alerte rapide et de prévention⁸⁵, il faut investir dans de nouveaux outils de collecte et d'évaluation des données, y compris des outils et technologies numériques innovants, afin de passer d'une collecte et d'une présentation périodiques ou annuelles des données à l'obtention de données en temps réel. Il faut également former les acteurs locaux de la société civile à l'utilisation des outils numériques et des plateformes en ligne aux fins de la collecte de données. Les coûts élevés, auxquels s'ajoutent un manque de moyens et une mauvaise connaissance des avantages qu'offrent les outils numériques, les obstacles financiers, le manque de connaissances, l'insuffisance des systèmes de télécommunication, le manque de fiabilité des réseaux et les obstacles à l'accès à l'information en ligne sont autant de facteurs qui empêchent de recueillir et d'analyser les données de façon exhaustive et en temps utile⁸⁶.

E. Transparence concernant l'ingérence dans les contenus en ligne

59. Dans la mesure où les outils numériques occupent désormais une place de plus en plus importante en ce qu'ils donnent à chacun les moyens d'exercer ses droits, par exemple de participer aux affaires publiques et de s'exprimer, il est devenu essentiel de recueillir des informations sur les problèmes qui surviennent en ligne afin de pouvoir évaluer efficacement l'espace civique. Il est également essentiel de repérer les menaces et le harcèlement en ligne, d'autant plus que ceux-ci peuvent faire suite ou donner lieu à des attaques hors ligne. Cependant, lorsqu'il est question de décrire les tendances de l'espace en ligne et de l'espace numérique, les définitions et les termes employés en la matière sont encore plus disparates que ceux que l'on utilise pour traiter d'autres questions ayant trait à l'espace civique. Il n'existe pas d'outil et d'approche largement acceptés de collecte systématique des données sur les restrictions imposées dans la sphère numérique et les menaces qui pèsent sur les acteurs de l'espace numérique. La situation est d'autant plus grave que les restrictions imposées reposent souvent sur des notions définies de manière vague, telles que les discours de haine, la violence en ligne et la désinformation. Pour contrôler la surveillance numérique, il faut mobiliser des ressources particulièrement importantes. Bien que certains indicateurs de substitution existants puissent aider à évaluer l'accès à Internet et aux plateformes numériques et l'utilisation de ces outils, ainsi que les dispositifs mis en place pour assurer la sécurité et le respect de la vie privée en ligne, ils ne permettent pas de brosser un tableau complet de l'espace civique numérique.

V. Conclusions et recommandations

60. Pour protéger le droit de défendre les droits de l'homme, conformément à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, il faut avoir une bonne connaissance des dernières tendances de l'espace civique et des menaces qui pèsent actuellement sur celui-ci. Bien comprendre les tendances de l'espace civique est une étape fondamentale pour pouvoir lever les obstacles à la réalisation de tous les droits de l'homme, garantir la réactivité des gouvernements et le respect, par ceux-ci, du principe de responsabilité et assurer ainsi un progrès économique et une paix durables. Évaluer l'espace civique est également essentiel pour permettre de repérer les signes avant-coureurs d'une détérioration de la situation.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ Contribution d'iProbono.

61. Malgré de nombreux obstacles, un grand nombre d'acteurs différents apportent de précieuses « pièces du puzzle » qui, mises bout à bout, permettent de brosser un tableau plus complet des tendances de l'espace civique. Lorsqu'ils reposent sur des méthodes transparentes et des taxonomies communes, ces efforts facilitent les comparaisons entre différents contextes et permettent d'apporter des preuves tangibles. Considérer les élections comme de simples étapes qui jalonnent les cycles d'évolution à plus long terme de l'espace civique peut être utile pour soutenir les efforts visant à assurer le suivi des tendances de l'espace civique en dehors des périodes électorales. Lorsqu'on se concentre sur des catégories particulières de défenseurs, comme les défenseurs de l'environnement, les jeunes militants ou les défenseurs des droits humains des femmes, il est essentiel de s'appuyer sur des éléments clés communs afin de garantir la complémentarité et la comparabilité des résultats. Pour pouvoir exploiter ces évaluations, il est essentiel de comprendre leurs variations et leurs limites, notamment leur lien avec les droits de l'homme et les principaux éléments sur lesquels elles portent.

62. La détermination des tendances de l'espace civique, en particulier au plan national, doit faire intervenir des acteurs locaux indépendants, disposant des moyens d'action nécessaires, car l'analyse doit s'inscrire fermement dans le contexte national correspondant et tenir compte des dynamiques politiques, juridiques et socioéconomiques qui déterminent qui a voix au chapitre et qui est privé de tout pouvoir. Des facteurs plus généraux, tels que l'état de droit et le respect des droits économiques, sociaux et culturels, devraient être pris en compte aux fins de l'évaluation de l'espace civique.

63. Pour suivre l'évolution des tendances de l'espace civique en ligne, il faut acquérir une compréhension commune des éléments clés à prendre en compte et investir dans des outils et approches accessibles, en tenant dûment compte du respect de la vie privée et de la confidentialité. Les partenariats conclus aux fins du recensement des coupures d'accès à Internet en fonction d'un ensemble de facteurs préétablis ont permis de recueillir des données fiables en la matière. Une plus grande transparence de la part des gouvernements et des entreprises pourrait permettre de mieux garantir l'accès aux données utiles, concernant par exemple les demandes de suppression ou de réglementation de certains types de contenu.

64. Le Haut-Commissaire demande aux États :

a) De s'acquitter de l'obligation qui leur incombe de garantir au mieux l'accès aux informations nécessaires au suivi des tendances, notamment de communiquer des informations sur les décisions et actions des organismes publics, y compris les décisions judiciaires et budgétaires ;

b) D'assurer la sécurité des personnes qui recueillent des informations pour déterminer les tendances de l'espace civique et qui, à ce titre, agissent en tant que défenseurs des droits de l'homme, de reconnaître que ces personnes s'exposent à la fois à des risques immédiats lorsqu'elles font leur travail sur le terrain et à des risques à plus long terme si leurs conclusions et leurs témoignages sont réutilisés dans le cadre de procédures ultérieures, notamment aux fins de l'établissement des responsabilités, et d'écarter ces risques ;

c) De préciser quels organismes publics sont chargés de recueillir des données relatives à l'espace civique au plan national, y compris auprès des services de police et du pouvoir judiciaire, et de diffuser ces données, et quels organismes sont responsables de cette tâche à l'échelon infranational ;

d) D'établir des cadres réglementaires et de renforcer les cadres existants afin d'accroître la transparence des mesures ayant une incidence sur l'espace civique en ligne, notamment des coupures d'accès à Internet, de l'application de restrictions des contenus en ligne et de l'achat et de l'utilisation de technologies de surveillance ;

e) D'investir dans le renforcement des capacités des agences nationales de statistique et des institutions nationales des droits de l'homme, en partenariat avec les mécanismes régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et les organisations de la société civile, en vue d'améliorer la collecte et la ventilation des

données conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux pratiques statistiques ;

f) De contrôler l'efficacité des mécanismes permettant d'assurer une participation publique effective à tous les niveaux (par exemple, l'efficacité des mécanismes de plainte et l'accessibilité de ces mécanismes pour tous), et de veiller à ce que ces mécanismes permettent à la société civile et à d'autres organisations de communiquer des informations utiles ;

g) D'encourager les parlements nationaux à contribuer à la collecte de données sur les questions relatives à l'exercice des libertés publiques et à la situation des acteurs de la société civile, y compris les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme, et d'envisager de tenir régulièrement des audiences publiques spécialement consacrées aux tendances de l'espace civique à différents niveaux ;

h) D'adopter le cadre établi par le HCDH concernant les indicateurs des droits de l'homme, d'opter pour une approche de la collecte, de la diffusion et de la communication des données qui soit fondée sur les droits de l'homme, et de ventiler les indicateurs en fonction des motifs de discrimination proscrits ;

i) Dans le cadre des mesures prises aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, de redoubler d'efforts pour recueillir des données et établir des rapports au regard des indicateurs des objectifs de développement durable, en particulier les indicateurs de l'objectif 16, qui joue le rôle de catalyseur pour tous les objectifs de développement durable ;

j) D'allouer des ressources suffisantes aux initiatives de la société civile et de la communauté internationale visant à suivre les tendances de l'espace civique, notamment de lever les obstacles à l'accès au financement des travaux portant sur l'espace civique, de réfléchir à la manière dont leur soutien peut encourager la complémentarité entre les différents acteurs et les différents cadres d'évaluation, et de veiller à ce que la société civile soit en mesure de solliciter, de recevoir et d'utiliser des ressources, notamment aux fins de la collecte de données et de l'évaluation des tendances de l'espace civique⁸⁷ ;

k) En particulier à ceux qui interviennent en tant que donateurs, de reconnaître les contributions essentielles de ceux qui évaluent l'espace civique sur le terrain, y compris au moyen de financements, et de s'efforcer d'écarter les risques auxquels ces personnes sont exposées.

65. Le Haut-Commissaire recommande à la société civile et aux institutions nationales des droits de l'homme :

a) De collaborer plus étroitement afin d'étudier les moyens de faire en sorte que les définitions, les taxonomies et les normes de qualité établies pour les sources de données puissent être plus strictement conformes au droit des droits de l'homme, et d'assurer la complémentarité et la comparabilité des différentes approches et méthodes employées ;

b) D'envisager d'employer, y compris dans le cadre de partenariats avec les États, les organisations internationales et les plateformes technologiques, des méthodes et des outils innovants de suivi des tendances de l'espace civique en ligne et de détection des menaces et attaques en ligne, afin de recueillir des données et des informations « en temps réel ».

66. Le Haut-Commissaire recommande à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations internationales et régionales :

a) D'assurer un suivi auprès des États pour veiller à ce que les efforts faits pour soutenir le développement et la paix s'appuient sur des évaluations de l'espace civique ;

⁸⁷ Voir la résolution 53/13 du Conseil des droits de l'homme.

b) De plaider auprès des États et d'autres acteurs en faveur de l'amélioration de la collecte de données et de l'établissement de rapports sur les tendances de l'espace civique, et notamment d'insister sur la nécessité de ventiler les données et de les rendre publiques, et de promouvoir la cohérence des définitions, de la terminologie et d'autres aspects liés au suivi et à l'évaluation de l'espace civique ;

c) De faciliter le dialogue entre les institutions publiques, la société civile, les institutions nationales des droits de l'homme et d'autres acteurs pour améliorer la collecte des données, et de soutenir la collaboration en matière de renforcement des capacités pour ce qui est de l'établissement de rapports sur les cibles et les indicateurs des objectifs de développement durable ;

d) De redoubler d'efforts pour assurer la sécurité des acteurs de la société civile exposés à des risques, en s'appuyant sur les politiques et orientations des Nations Unies en matière de protection, et de surveiller les actes présumés d'intimidation et de représailles, et d'y réagir comme il se doit ;

e) De continuer de s'employer à suivre l'évolution des tendances de l'espace civique, en s'appuyant sur le cadre international des droits de l'homme, et de renforcer les moyens mis en œuvre pour recueillir en temps utile des données précises, de qualité, notamment sur tels ou tels restrictions imposées ou faits survenus dans l'espace civique.
